

## **Procès verbal**

Le mercredi 04 mars 2026 à 20 heures 30, l'assemblée, régulièrement convoquée le 12 février 2026, s'est réunie sous la présidence de Maryse VERDOUX.

Secrétaire de la séance : Stéphanie BERTRANNE

**Présents** : Stéphanie BERTRANNE, Michel CAZALAS, Stéphane JOLY, Eric POIROUX, Lionel NOGUE, Maryse VERDOUX

**Représentés** :

**Absents et excusés** : Ludovic DANION, Jonathan DOMEQ, Karine DOMEQ-MIQUEU

### **Ordre du jour** :

Délibération arrêt du SCoT de la CATLP.

Délibération Projet d'aménagement forestier.

Délibération approuvant le CFU 2025.

Délibération affectant le résultat de fonctionnement.

Délibération autorisant la signature de convention ENEDIS

Divers

### **Délibérations du conseil** :

#### **Délibération sur le projet de SCoT arrêté par la CATLP . (N° DE\_003\_2026)**

Avis de la commune de Visker sur le projet de SCoT arrêté de la CATLP

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme, et plus particulièrement les articles L. 132-7, L.143-20 et suivants ;

Vu la délibération n°5 du 16 décembre 2020, par laquelle le Conseil Communautaire a décidé de proposer à M. le Préfet des Hautes-Pyrénées un périmètre de Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) couvrant la totalité du territoire d'un seul tenant de la Communauté d'Agglomération Tarbes – Lourdes – Pyrénées (CA TLP) représentant 83 communes ;

Vu la délibération n°6 du 16 décembre 2020, par laquelle le Conseil Communautaire a demandé à M. le Préfet des Hautes-Pyrénées la dérogation prévue par les articles L.154-1 et suivants du code de l'urbanisme pour l'élaboration de trois PLUi infra communautaires sur le territoire de la CATLP ;

Vu l'avis favorable de M. le Préfet des Hautes-Pyrénées à cette demande de dérogation, en date du 09 février 2021, sous réserve qu'un SCoT soit approuvé dans un délai de 6 ans à compter de l'octroi de cette dérogation ;

Vu l'arrêté préfectoral n°65-2021-03-09-001 en date du 09 mars 2021 fixant le périmètre du SCoT de la CATLP ;

Vu la délibération n°3 du 24 mars 2021, par laquelle le Conseil communautaire a prescrit l'élaboration du Schéma de Cohérence Territoriale Tarbes-Lourdes-Pyrénées et définit les objectifs poursuivis et les modalités de concertation ;

Vu la délibération n°1 du 12 juillet 2023, par laquelle le Conseil communautaire a pris acte du débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du projet de Schéma

de Cohérence Territoriale Tarbes – Lourdes – Pyrénées ;

Vu la délibération n°CC 2024-07-11.003 du 11 juillet 2024, par laquelle le Conseil communautaire a pris acte d'un second débat sur les orientations du Projet d'Aménagement et de Développement Durables du projet de Schéma de Cohérence Territoriale Tarbes – Lourdes – Pyrénées ;

Vu la délibération n°CC 2025-12-04.002 du 4 décembre 2025 par laquelle le Conseil communautaire a arrêté le projet de Schéma de Cohérence Territoriale de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées et tiré et approuvé le bilan de la concertation ;

Vu la délibération n° CC 2025-12-04.002 du 4 décembre 2025, par laquelle le Conseil communautaire a précisé que la délibération et les différentes pièces du projet de SCoT annexées seront transmises pour avis aux personnes publiques associées, dont les communes, telles que prévu par l'article L. 143-20.

### **Madame la Maire expose à l'Assemblée délibérante :**

Par délibération du Conseil communautaire en date du 24 mars 2021, la Communauté d'Agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées a prescrit un Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) sur un périmètre regroupant 83 de ses 86 communes membres, les communes de Gardères, Luquet et Séron relevant du SCoT du Grand Pau.

La prescription de ce SCoT étant intervenue au mois de mars 2021, son contenu n'est pas soumis aux dispositions de l'ordonnance n° 2020-744 du 17 juin 2020, relative à la modernisation des schémas de cohérence territoriale entrée en vigueur au 1er avril 2021.

Le projet de SCoT de la CATLP intègre les évolutions législatives, d'application directe, apportées par la loi n°2021-1104 du 22 août 2021 portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets, par la loi n°2023-630 du 20 juillet 2023 visant à faciliter la mise en œuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux, ainsi que par la loi n° 2023-973 du 23 octobre 2023 relative à l'industrie verte.

Le projet de SCoT

Le projet de SCoT arrêté, construit depuis 2021 en collaboration avec ses communes membres, comporte :

- 1) Un rapport de présentation ;
- 2) Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) ;
- 3) Un Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO) ;

### **1) Le rapport de présentation**

Le rapport de présentation est composé des pièces suivantes :

- Résumé non technique,
- Diagnostic territorial,
- Diagnostic agricole,
- Etat Initial de l'Environnement,
- Justification des choix retenus,

- Justification des choix retenus spécifiques au volet foncier,
- Articulation du schéma avec les documents de rang supérieur,
- Évaluation environnementale,
- Indicateurs de suivi.

## **2) Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD)**

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) constitue le projet politique du SCoT. Les travaux d'élaboration du PADD entrepris entre le 1<sup>er</sup> semestre 2021 à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2023, ont pris en considération les enjeux du territoire issus du diagnostic territorial de 2019, dont les huit volets thématiques ont été actualisés au fur et à mesure de l'état d'avancement de la procédure.

Conformément à l'article L. 143-18 du Code de l'urbanisme, les orientations du PADD ont fait l'objet d'un premier débat au sein du Conseil communautaire, lors de la séance du 12 juillet 2023, acté par la délibération n°1.

Le PADD identifie les grands défis du territoire qu'il convient de relever, à savoir :

- D'une part, la volonté de l'agglomération de :
  - S'adapter, pour anticiper au mieux les défis environnementaux, sanitaires et sociaux ;
  - Accueillir 10 000 habitants supplémentaires durant les vingt prochaines années, ce qui conduira à dimensionner et anticiper les besoins de la population existante et de celle à venir (équipements, services, ressources notamment) ;
  - Innover, sur le plan technologique et économique, en s'appuyant notamment sur les savoirs faire locaux, mais également en pensant différemment le développement de l'urbanisation, en recherchant des modèles urbains plus compacts, et moins consommateurs d'espaces, et en proposant des alternatives à la voiture individuelle.
- D'autre part, traduire l'ambition de la Communauté d'Agglomération en trois axes fondateurs, constituant la ligne stratégique du développement à venir du territoire SCoT :
  - **Axe 1** : conforter Tarbes-Lourdes-Pyrénées comme une entité majeure au sein de son territoire d'influence et de la Région Occitanie,
  - **Axe 2** : faire de l'équilibre entre les territoires une condition de développement,
  - **Axe 3** : faire de la qualité de vie le leitmotiv du territoire.

Les observations formulées par les différentes commissions thématiques de la CATLP sur le PADD débattu en séance du Conseil communautaire du 12 juillet 2023, les conclusions de l'analyse des incidences du PADD sur l'environnement et les réflexions poursuivies dans le cadre des travaux d'élaboration du Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) à partir du 2<sup>nd</sup> semestre 2023 ont conduit à enrichir les orientations du projet de territoire du SCoT.

Les modifications apportées, qui résident en des corrections de forme, des compléments apportés pour actualiser et préciser les thèmes abordés, n'ont pas remis en cause l'économie générale, les axes et orientations fondateurs du PADD.

Les orientations du PADD ont ainsi fait l'objet d'un second débat au sein du Conseil communautaire lors de la séance du 11 juillet 2024, acté par la délibération n°CC 2024-07-11.003.

### **3) Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO)**

Le DOO constitue la traduction réglementaire des axes et orientations du PADD. Ainsi, chaque orientation de ce dernier donne lieu à une traduction réglementaire dans le DOO.

Les travaux de rédaction du contenu du DOO ont été engagés au 2nd semestre 2023 et se sont poursuivis jusqu'au 2nd semestre 2025.

Certaines évolutions ont eu lieu pendant le 2nd semestre 2025 afin d'intégrer les modifications apportées au SRADDET Occitanie, tel qu'approuvé le 12 juin 2025, notamment la mise en conformité avec les obligations tirées de la loi n°2021-1104 du 22 août 2021.

Les Personnes Publiques Associées et Consultées ont été associées tout au long de la procédure d'élaboration du SCoT afin d'enrichir le projet.

L'ensemble du travail réalisé a permis que le projet de SCoT réponde aux objectifs qui avaient été préalable fixés par la délibération n°3 du Conseil communautaire, lors de la séance du 24 mars 2021.

#### *Mise en œuvre des modalités de la concertation fixées par la délibération de prescription et bilan*

Conformément aux articles L. 103-2 et L. 103-6 du Code de l'urbanisme, le bilan de la concertation permet de conclure au respect des modalités de la concertation préalablement définies par la délibération n°3 du 24 mars 2021.

Il ressort notamment du bilan de la concertation que les dispositifs mis en œuvre sur le territoire ont rempli leur rôle et que la participation des élus, de la société civile et des personnes publiques associées a permis une construction collective du projet de SCoT.

Le public a pu s'exprimer et faire connaître ses observations et contributions tout au long de la concertation. Les différents documents ont été construits et amendés au fur et à mesure des échanges menés pendant la phase de concertation.

#### *Notifications et consultations des Personnes Publiques Associées (PPA)*

Conformément aux articles L 132-7, L132-8 et L143-20 du Code de l'urbanisme, les PPA se sont vues notifier en début d'année 2026 le projet de SCoT arrêté afin de rendre un avis formalisé et officiel sur le contenu du document.

Conformément aux dispositions du Code de l'urbanisme, celles-ci disposent d'un délai de trois mois pour formuler leur avis, à compter de la réception du courrier de notification. À défaut de réponse dans ce délai, l'avis est réputé favorable.

L'avis émis sera joint au dossier d'enquête publique, laquelle interviendra à l'issue de la phase de consultation des Personnes Publiques Associées.

L'enquête publique sur le projet de SCoT arrêté régie par le Code de l'Environnement

L'enquête publique est une phase de consultation entièrement dédiée au public et à toute personne intéressée par la démarche d'élaboration du SCoT. Elle fera suite à la consultation des PPA, et sera conduite par une commission d'enquête publique désignée par le Tribunal Administratif de Pau.

A la fin de l'enquête publique, la commission remettra un rapport d'enquête publique, assorti de conclusions motivées, à Monsieur le Président de la CATLP. Durant ces deux phases de consultation (PPA et enquête publique), le projet de SCoT arrêté ne pourra être modifié.

Ce n'est qu'à l'issue de la remise du rapport d'enquête publique, assorti des conclusions motivées, que la CATLP analysera les modifications éventuelles à apporter au projet de SCoT. Si elle souhaite modifier le projet de SCoT (par exemple, pour prendre en compte des avis rendus par les PPA, ou une réserve ou recommandation émise par la commission d'enquête publique), elle devra alors en donner les justifications dans la délibération d'approbation finale du SCoT.

Comme-tenu des éléments ci-avant exposés, il est proposé au Conseil Municipal d'émettre favorable sur le projet de SCoT arrêté.

Le Conseil Municipal,

Après en avoir délibéré,

## **DECIDE**

**Article 1 :** d'émettre un avis favorable sur le projet de SCoT de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées, arrêté par son Conseil communautaire le 4 décembre 2025 ;

**Article 2 :** d'adresser cet avis au Président de la Communauté d'agglomération Tarbes-Lourdes-Pyrénées dans un délai de trois mois à compter de la réception du courrier de notification en Mairie, auquel cas ce dernier sera réputé favorable ;

**Article 3 :** de préciser que la délibération fera l'objet des formalités de publicité réglementaires.

Délibération : adoptée

### Délibération sur le projet de révision d'aménagement forestier (N° DE\_004\_2026)

Madame la Maire rappelle que la commune de Visker travaille en collaboration avec l'Office National des Forêts concernant la gestion du domaine forestier communal.

Elle précise que le nouvel aménagement forestier a été présenté le 3 février 2026 par deux techniciens de l'ONF.

Madame la Maire présente le projet de révision de l'aménagement forestier parvenu à expiration fin 2023 établi par l'ONF en vertu des dispositions de l'article L.143-1 du Code Forestier dans le cadre d'un schéma d'aménagement régional et en collaboration avec le propriétaire. Il s'agit d'un guide de gestion qui planifie dans le temps et dans l'espace, les moyens techniques et financiers nécessaires à la pérennisation et à la valorisation du

patrimoine naturel de la commune. La commune, propriétaire, reste souveraine dans le cadre de prise de décision soumise à suggestions de l'ONF.  
Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal émet un avis favorable au projet proposé pour une durée de 20 ans.

Délibération : adoptée

Délibération autorisant à signer la convention Enedis (N° DE\_005\_2026)

SIGNATURE D'UNE CONVENTION DE SERVITUDE AU PROFIT D'ENEDIS POUR LA  
PARCELLE

CADASTRÉE SECTION B NUMÉRO 438

Vu l'exposé du Maire sur l'implantation d'une ligne électrique souterraine sur la parcelle cadastrée section B numéro 438.

Vu qu'il faut donc donner le droit de passage à ENEDIS, outre l'implantation de ladite ligne électrique souterraine, pour la mise en œuvre de toutes les canalisations électriques.

Vu qu'en contrepartie des droits concédés à ENEDIS une indemnité unique et forfaitaire de 0,00 (zéro euro) euros sera inscrite par acte authentique pour la ligne électrique souterraine sur la parcelle cadastrée section B numéro 438.

Vu la convention définissant les engagements réciproques de chacune des parties (commune-ENEDIS) permettant à ENEDIS d'engager les travaux.

Ainsi informé et après en avoir délibéré le Conseil Municipal, autorise le Maire à l'unanimité, à signer la convention de mise à disposition pour l'implantation d'une ligne électrique souterraine, sur la parcelle cadastrée section B numéro 438, ainsi que tous les documents relatifs à cette affaire.

Délibération : adoptée

Délibération pour l'affectation du résultat de fonctionnement - VISKER 2025 (N° DE\_002\_2026)

<b>6Pour Mémoire</b>	
Déficit antérieur reporté (report à nouveau - dépense 002)	0,00
Excédent antérieur reporté (report à nouveau - recette 002)	126 052,99
Virement à la section d'investissement (pour mémoire - 021)	75 000,00
<b>RESULTAT DE L'EXERCICE EN FONCTIONNEMENT : EXCEDENT</b>	<b>32 927,56</b>
Résultat de fonctionnement cumulé (avec antérieur reporté) au 31/12/2025	158 980,55
<b>A. EXCEDENT AU 31/12/2025</b>	<b>158 980,55</b>
Affectation obligatoire à l'apurement du déficit (report à nouveau - débiteur)	0,00
Déficit résiduel à reporter à la couverture du besoin de financement de la section d'inv. - 1068	19 221,10
Solde disponible affecté comme suit :	
affectation complémentaire en réserves (compte 1068)	0,00
affectation à l'excédent reporté (report à nouveau - recette 002)	139 759,45
<b>B. DEFICIT AU 31/12/2025</b>	<b>0,00</b>
Déficit résiduel à reporter - dépense 002	0,00

Délibération : adoptée

Délibération sur le compte unique financier - VISKER 2025 (N° DE\_001\_2026)

Vu le code général des collectivités territoriales (CGCT);

Vu la délibération n°MI\_2021\_5\_2 du 15 juillet 2021 portant sur l'expérimentation du Compte Financier Unique (CFU) en lien avec la Direction Départementale des Finances Publiques (DDFIP);

Vu le rapport de présentation du Compte Financier Unique pour l'année 2025;

Vu le Compte Financier Unique 2025;

Considérant que le CFU se substitue au compte administratif et au compte de gestion, par dérogation aux dispositions législatives et réglementaires régissant ces documents;

Considérant que le CFU met en évidence des informations clés sur la situation financière, en particulier sur la présentation des résultats, du bilan et le compte de résultat synthétique et des taux des contributions et

produits afférents;

Considérant que le CFU est une procédure entièrement dématérialisée, permettant la mise en place de contrôles automatisés entre les données de l'ordonnateur et celles du comptable.

Considérant les éléments suivants :

	Dépenses Fonctionnement	Recettes Fonctionnement	Dépenses Investissement	Recettes Investissement	Total Dépenses	Total Recettes
Résultats reportés	0,00	126 052,99	18 060,76	0,00	18 060,76	126 052,99
Opérations exercice	206 212,07	239 139,63	47 818,73	49 933,19	254 030,80	289 072,82
Total	206 212,07	365 192,62	65 879,49	49 933,19	272 091,56	415 125,81
Résultat de clôture		158 980,55	15 946,30			143 034,25
Restes à réaliser	0,00	0,00	3 274,80	0,00	3 274,80	0,00
Total cumulé	0,00	158 980,55	19 221,10	0,00	3 274,80	143 034,25
Résultat définitif		158 980,55	19 221,10			139 759,45

Maryse VERDOUX se retire et ne prend pas part au vote.

Le conseil municipal réuni et présidé par Maryse VERDOUX vote et arrête les résultats définitifs tels que résumés ci-dessus et donne pouvoir à Maryse VERDOUX pour prendre toutes mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Délibération : adoptée

#### Questions diverses:

Madame la Maire présente la demande d'une administrée concernant le curage d'un fossé et présente le devis de 4000€ HT effectué par cette dernière sur sa propre initiative. Après discussion, le Conseil Municipal décide de faire établir un deuxième devis comparatif et précise que la fosse de récupération des eaux prévue dans le devis présenté ne pourra être à la charge financière de la commune puisqu'elle se situe sur un terrain privé.

Madame la Maire présente la demande de tracé d'une place de stationnement sur la rue principale du village, au motif qu'un gîte va être créé et nécessitera un stationnement.

Considérant d'une part la largeur de la voie, considérant d'autre part qu'accéder à cette demande engendrerait de nouvelles demandes sur cette route, considérant enfin les difficultés de circulation sur ce quartier dues au stationnement de véhicules de livraison et autres intervenants, le Conseil municipal décide de ne pas répondre favorablement à cette requête.

Madame la Maire rend compte de la visite de l'association LA PASEM qui organise une course relais de 2000 kilomètres passant par Arcizac, Visker et Loucrup. L'objectif de ce relais est la promotion de la culture occitane et le financement d'actions en ce sens. A cet effet, le kilomètre est "vendu" au prix de 100 € l'unité. La participation des collectivités et des particuliers est sollicitée. Le Conseil municipal souhaite un délai pour réfléchir.

Maryse VERDOUX  
Président de séance

Stéphanie BERTRANNE  
Secrétaire de séance

